

Le Conseil étudiant de Pomona a voté en faveur du boycott d'Israël et interdit de futurs investissements

Par Liam MacDonald, le 22 avril 2021

Dans un post Instagram publié jeudi, les Etudiants de Claremont pour la justice en Palestine [*Claremont Students for Justice in Palestine, SJP*] ont annoncé que le conseil étudiant du *Pomona College*, les Etudiants associés de Pomona College [*Associated Students of Pomona College, ASPC*] « ont voté à l'unanimité jeudi 22 avril 2021 une résolution pour désinvestir tous les fonds de l'ASPC des compagnies complices de l'occupation de la Palestine et interdire toute utilisation future des fonds en faveur de telles compagnies ». Les compagnies dont l'ASPC va désinvestir sont tirées d'une liste compilée par les Nations Unies et elles incluent des compagnies populaires comme Airbnb et TripAdvisor. Les clubs étudiants qui omettraient de désinvestir des compagnies listées risqueront de perdre les subventions de l'ASPC.

L'ASPC rejoindra le Sénat étudiant de Pitzer en tant que second conseil étudiant du Consortium de Claremont à mettre en oeuvre un boycott d'Israël.

Le vote de l'ASPC en faveur du désinvestissement est venu en réponse à une motion soumise la semaine dernière par SJP et *Claremont Jewish Voice for Peace* demandant que le conseil étudiant « change ses habitudes internes de dépenses (i.e. le portfolio des investissements de l'ASPC, les entités commerciales qu'il possède, comme le Coop Store et la Coop Fountain, les budgets du Sénat des étudiants, et les dépenses du comité événementiel) en cessant les dépenses des catégories

mentionnées plus haut sur des articles qui soutiennent consciemment l'occupation israélienne de la Palestine ou contribuent à une compagnie quelconque de la liste des Nations Unies mentionnée plus haut ».

La motion inclut aussi des clauses incitant l'ASPC à appeler « les autres Associations de conseils étudiants des *Claremont Colleges* à leur emboiter le pas, avec pour objectif final l'adoption d'un accord à l'échelle du Consortium interdisant aux clubs d'utiliser les allocations des conseils étudiants pour investir dans des entreprises qui contribuent à la colonisation et à l'occupation des territoires palestiniens occupés par les compagnies désignées par les Nations Unies ou l'état israélien, ou pour leur acheter des biens ou des services. Les clubs qui omettraient de désinvestir et/ou de s'abstenir de tels usages des financements s'exposent à la perte de tous les fonds de l'Association des conseils étudiants des *Claremont Colleges* ». Les magasins gérés par l'ASPC, comme le *Coop Store* et la *Coop Fountain*, n'auront pas le droit d'utiliser ou de vendre des produits provenant des entreprises boycottées.

Selon le compte rendu de la réunion de l'ASPC du 15 avril, les clubs qui utilisent des compagnies sur la liste, comme Airbnb, ont besoin d'« un changement de politique ».

Dans leur motion, SJP et *Claremont Jewish Voice for Peace* demandaient que l'ASPC « travaille en tandem avec des membres de SJP, et d'autres parties pertinentes, pour mettre en oeuvre une vérification annuelle des entreprises de l'ASPC afin que de s'assurer que tous les produits vendus respectent les directives énoncées dans la présente résolution ; si lesdites marchandises ne respectent pas ces directives, des solutions de rechange doivent être proposées et votées par le Sénat de l'ASPC dès que possible. »

Dans une déclaration officielle , SJP a affirmé que cette « résolution ne met fin en aucune manière à la responsabilité

de la communauté du Consortium de Claremont et du *Pomona College* de tendre vers un désinvestissement total de l'occupation israélienne de la Palestine. Adopter cet amendement est une première étape importante dans la réduction de notre complicité avec un pays qui maintient une occupation militaire illégale et commet régulièrement des crimes contre l'humanité contre la population palestinienne autochtone. Comme étudiants de *Pomona College* et des *Claremont Colleges*, nous reconnaissons que les dollars de nos frais de scolarité sont utilisés pour soutenir des compagnies qui profitent directement de la dépossession continue et de l'oppression des Palestiniens. »

Source : The Claremont Independent

Traduction CG pour BDS France